

Annexe Insertion sociale

Conditions Générales

Accord-cadre AC.2026.2135

Service d'envoi et d'archivage de lettres recommandées

Préambule

La présente Annexe Insertion sociale a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Prestataire doit réaliser l'action d'insertion sociale attendue dans le cadre de l'accord-cadre n°AC.2026.2135

ARTICLE 1. GENERALITES

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre n°AC.2025.2135, le Prestataire a obligation de réaliser une action d'insertion sociale permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Cette action d'insertion sociale consiste à réaliser un nombre minimal d'heures d'insertion à des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Afin de faciliter la mise en œuvre de son action d'insertion sociale, la Cnam en tant que représentante des Organismes bénéficiaires, a désigné un Facilitateur ayant pour mission de :

- Informer le Prestataire des modalités de mise en œuvre de l'obligation d'insertion sociale ;
- Accompagner le Prestataire dans la recherche de candidats éligibles à l'insertion sociale (fiche de poste établie conjointement entre le Prestataire et le facilitateur) ;
- Accompagner le Prestataire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter le Prestataire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135;
- Suivre la bonne exécution de l'obligation d'insertion sociale.

Le Facilitateur désigné dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135 est

l'association « Ensemble Paris Emploi Compétences » (EPEC) située au 18 rue Goubet 75019 Paris.

L'interlocuteur privilégié au sein de l'EPEC est M. Adel AATALLA, chargé de Projet Clauses Sociales et Relation Entreprises (adel.aatalla@epec.paris; 01 84 74 35 15 ; 07 48 88 34 91).

En cas de changement de facilitateur en cours d'exécution de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135 , la Cnam en informera le Prestataire dans le plus bref délai.

ARTICLE 2. MODALITES DE DEFINITION DU NOMBRE D'HEURE D'INSERTION

Le nombre minimal d'heures d'insertion stipulé à l'Acte d'Engagement de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135 est exprimé par tranches de prestations facturées.

Afin d'établir le nombre d'heures d'insertion à réaliser, la Cnam en tant que représentante des Organismes bénéficiaires, transmettra au Facilitateur un document récapitulatif recensant le montant global des prestations facturées dans le cadre de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

Ce document récapitulatif sera transmis au terme de chaque semestre.

Le document récapitulatif permet au facilitateur de déterminer de manière précise, et après conversion euros-heures, un volume minimal d'heures d'insertion à réaliser par le Prestataire pour le semestre suivant.

Ce volume minimal d'heures d'insertion est communiqué par le facilitateur au Prestataire dans les plus brefs délais.

Chaque volume minimal d'heure d'insertion communiqué au Prestataire constitue l'objectif d'insertion.

Celui-ci doit être atteint avant l'échéance du terme de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135.

En cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135, l'objectif est apprécié au « prorata temporis ».

En cas de non respect du nombre minimal d'heure d'insertion, le Prestataire s'expose à la pénalité prévue aux Conditions Générales de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

ARTICLE 3. IDENTIFICATION DES PERSONNES RENCONTRANT DES DIFFICULTES SOCIALES ET PROFESSIONNELLES

Les personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières visées par l'action d'insertion sociale sont les suivantes :

- Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État dont :
 - o Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé (salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT)
 - o Les personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail dont :
 - Les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
 - Les salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)
 - o Les personnes employées par des Régies de quartier ou de territoire agréées
 - o Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers dont notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C)
 - o Les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou employées dans les associations poursuivant le même objet
 - o Les personnes placées sous main de justice employées en régie dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail dont :
 - o Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
 - o Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
 - o Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi
 - o Les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI) ou de l'allocation veuvage (AV)
 - o Les personnes percevant une pension d'invalidité
 - o Les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail
 - o Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi, diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
 - o Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau infra 3 : niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois

- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des personnes visées dans la liste présentée ci-avant doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

ARTICLE 4. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION D'INSERTION SOCIALE

GENERALITES

Le Prestataire doit impérativement atteindre l'objectif horaire d'insertion mentionné ci-avant en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

Quel que soit les modalités mises en œuvre, le Prestataire doit :

- Désigner un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de la Cnam et du facilitateur ;
- Faciliter l'intégration des personnes en insertion embauchées en application de l'obligation d'insertion sociale ;
- Assurer le suivi, en liaison avec le facilitateur, des personnes en insertion embauchées en application de l'obligation d'insertion sociale.

L'EMBAUCHE DIRECTE

Le Prestataire peut recourir à l'embauche directe de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières telles qu'identifiées ci-avant.

Pour ce faire, le Prestataire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

LA MISE A DISPOSITION DE SALAIRES

Le Prestataire peut recourir à la mise à disposition de salariés en insertion.

Pour ce faire, le Prestataire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

Cet organisme extérieur peut être une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou une entreprise de travail temporaire (ETT).

LE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE OU A LA COTRAITANCE

Le Prestataire peut recourir à la sous-traitance ou à la cotraitance.

Le Prestataire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135 à une entreprise d'insertion (EI), un atelier et chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (AE), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

ARTICLE 5. MODALITES DE MISE AU POINT ET SUIVI DE L'OBLIGATION D'INSERTION

REUNION DE MISE AU POINT

Une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée, à l'initiative de la Cnam en tant que représentante des Organismes bénéficiaires, avec le Prestataire et le Facilitateur.

Cette réunion de mise au point de l'action d'insertion se confond avec la réunion de cadrage mentionnée aux Conditions Générales de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

REUNION DE SUIVI

Des réunions de suivi de l'action d'insertion pourront être organisées, à l'initiative de la Cnam en tant que représentante des Organismes bénéficiaires, avec le Prestataire et le Facilitateur.

Ces réunions de suivi de l'action d'insertion se confondent avec les réunions de suivi mentionnées aux Conditions Générales de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

ARTICLE 6. MODALITES DE CONTROLE DE L'OBLIGATION D'INSERTION

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le Facilitateur.

Ce contrôle comprend d'une part, un contrôle de l'éligibilité des publics et d'autre part, un contrôle de l'exécution des heures.

Dans le cadre du contrôle de l'éligibilité des publics, le Prestataire doit transmettre à la Cnam et au facilitateur des pièces justificatives propres à permettre le contrôle et le suivi des actions d'insertion.

La liste des pièces justificatives à transmettre est communiquée au Prestataire après la notification de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

Sauf décision expresse de la Cnam, les pièces justificatives propres à permettre le contrôle et le suivi des actions d'insertion doivent être transmises selon une fréquence trimestrielle à période fixe :

- Période du 31 mars et le 15 avril ;
- Période du 30 juin et le 15 juillet ;
- Période du 30 septembre et le 15 octobre ;
- Période du 31 décembre et le 15 janvier.

Cette transmission s'effectue par mail à destination de la Cnam (coordination.achats.cnam@assurance-maladie.fr) et du facilitateur (adel.aatalla@epc.paris; bibata.maiga@epc.paris).

En cas de manquement à cette obligation, le Prestataire s'expose à la pénalité stipulée aux Conditions Générales de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

En dehors de la fréquence mentionnée ci-avant, la Cham en tant que représentante des Organismes bénéficiaires, et son Facilitateur peuvent à tout moment demander au Prestataire de transmettre des pièces justificatives propres à permettre le contrôle et le suivi des actions d'insertion.

Cette transmission doit être réalisée dans un délai maximal de dix (10) jours ouvrés.

Cette transmission s'effectue également par mail aux adresses mentionnées ci-avant.

En cas de retard, le Prestataire s'expose à la pénalité stipulée aux Conditions Générales de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135

ARTICLE 7. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE L'ACTION D'INSERTION

Le Prestataire est informé que la gestion des données à caractère personnelle permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée au Facilitateur.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

Le Facilitateur est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées pendant une durée de :

- Quarante (48) mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et vingt-quatre (24) mois après la fin de l'Accord-cadre n°AC.2026.2135 ¹.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées six (6) mois maximum.

Durant cette période, le Facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne peuvent s'appliquer si :

- Le Prestataire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services du Facilitateur et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les stipulations contractuelles et la législation applicable.

¹ Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.

Ces organismes et le Facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du Prestataire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le Prestataire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données.

Le Prestataire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Prestataire peut exercer ses droits en contactant le facilitateur par email (tdpo@epc.paris) ou par courrier (18, rue Goubet 75019 Paris).

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) peut être contactée à l'adresse suivante :

3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.